



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 2084

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE ET PRÉSENCE DU GROUPE BOSCH EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. André Gerin, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. André Gerin. Monsieur le Premier ministre, je veux vous interroger sur le désengagement du groupe Bosch de l'ensemble du territoire français.

M. François Goulard. C'est un groupe allemand !

M. André Gerin. La question centrale, c'est l'industrie. En trente ans, notre pays a perdu 2,5 millions d'emplois industriels. Nous sommes loin derrière l'Allemagne en ce qui concerne la valeur ajoutée industrielle, qui ne pèse que 16 % de notre PIB. En dix ans, nos exportations vers la zone euro ont chuté de 100 milliards.

On a même théorisé sur l'industrie sans usines, une véritable folie ! C'est ce que j'ai appelé le pétainisme industriel. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Il faut arrêter les discours démagogiques du type : " C'est la faute aux salaires. " Les experts le disent : c'est faux ! Le coût du travail est moins élevé chez nous qu'en Allemagne !

Monsieur le Premier ministre, que fait le Gouvernement, au-delà des annonces, alors que le groupe Bosch a fermé son usine de Beauvais et celle de Pont-de-l'Arche, et menace de fermer celle de Vénissieux qui emploie 630 salariés auxquels on a déjà imposé une baisse de 12 % des salaires en 2005 ?

La France est, grâce à Renault et à Peugeot, le deuxième marché de Bosch en Europe, mais le groupe délocalise en République Tchèque, en Turquie, en Inde, peut-être en Chine demain. Voilà bien un cas d'école : Bosch veut produire ailleurs et vendre ici. C'est insupportable économiquement et socialement. Monsieur le Premier ministre, il n'y a pas une minute à perdre ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Le dogmatisme, monsieur le député, n'a jamais ramené une entreprise industrielle sur le chemin de la croissance, mais le pragmatisme, si.

Et le pragmatisme, c'est, pour une entreprise comme Bosch, d'avoir su, il y a six ans de cela, se soustraire au carcan des 35 heures pour sauver l'emploi...

M. André Gerin. Pour fermer des usines !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...et rétablir sa compétitivité menacée.

Le pragmatisme, cette entreprise en fait preuve aujourd'hui encore en créant avec l'ensemble de ses salariés une commission en vue de développer de nouvelles activités. Je les recevrai prochainement car le Gouvernement veut les accompagner pour relever ces nouveaux défis.

Enfin, le pragmatisme, monsieur le député, c'est de constater, comme vous l'avez fait, que la France, sous tous les gouvernements, de gauche comme de droite, a abandonné la politique industrielle,...

M. Christian Paul. Pas sous tous les gouvernements !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...qu'elle a perdu des parts de marché face à l'Allemagne, où la part de l'industrie dans le PIB atteint aujourd'hui 31 % contre 16 % chez nous, et c'est de se demander pourquoi. C'est tout simplement qu'elle s'est enfermée dans une politique de développement des services, de la finance, de l'économie virtuelle.

Aujourd'hui, nous avons le courage, avec le Président de la République et le Premier ministre, de nous engager

dans une grande politique de réindustrialisation.

M. François Hollande. Démagogie !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Les états généraux de l'industrie, la suppression de la taxe professionnelle, les vingt-trois mesures innovantes que nous avons prises pour aider à la relocalisation, le combat que nous menons pour faire instaurer une taxe carbone européenne, les 35 milliards d'euros consacrés à des enjeux stratégiques pour l'avenir : tout cela traduit notre ambition de rendre à la France son destin de grande nation industrielle. Nous y réussirons en étant aux côtés des entreprises et des salariés, non en cédant à l'idéologie ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. André Gerin](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2084

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 31 mars 2010